

Le public et ses problèmes de John DEWEY

L'ouvrage *Le public et ses problèmes* est paru pour la 1^{ère} fois

en 1925. John Dewey, figure classique mais un temps oubliée du pragmatisme américain entendait ici répondre aux travaux conduits par Walter Lippmann (1889-1974), ce dernier proposant une lecture critique de l'idée de (non)rationalité des peuples. D'après Dewey, la démocratie doit être envisagée en pensant le devenir, c'est-à-dire qu'il est nécessaire de l'appréhender comme un processus en construction, et non pas comme une entité dont les interactions sont figées et préétablies. Dans cette démocratie processuelle, il propose de donner une place importante à l'enquête (la production de connaissance), qui est un facteur qui permet la vérification des faits. L'enquête doit donc être instituée dans le modèle démocratique, car il permet notamment de rationaliser la prise de décision. Il s'agit de voir dans les sciences un moyen de mettre le public (les citoyens) en phase avec la construction démocratique. De fait, le philosophe place ici l'éducation au premier plan (une information doit être à la fois le fruit d'une enquête et être compréhensible par le public). L'éducation est donc une pièce maîtresse de la proposition de Dewey, thématique qui lui est chère et à laquelle il accorde une grande importance.

Cet ouvrage lève d'intéressantes et peu explorées perspectives à qui veut bien (re)penser l'idée de démocratie aujourd'hui.



QUELQUES DATES DE MANIFESTATIONS ET RENCONTRES

• Mardi 22 mai 2013 à l'espace Albert Camus à Bron (Rhône)

Le CR.DSU fête ses 20 ans : inscription sur www.crdsu.org

• Jeudi 23 mai 2013 à Chambéry (Savoie)

Colloque avec RESPECTS 73 et d'autres partenaires organisent « *La relation des personnes isolées - précaires ou âgées - avec leur animal de compagnie : quelle place pour les intervenants ?* » Pour plus d'info : www.respects73.fr

• Du mardi 11 juin au 15 juin 2013 à Bourgoin-Jallieu (Isère)

Palette fête ses 20 ans : venez visiter l'exposition. Pour plus d'info : www.asso-palette.fr

DES ARTICLES ET PUBLICATIONS QUI NOUS ONT PLU

- Philippe Brégeon : « *Parcours précaires. Enquête sur la jeunesse déqualifiée* », 2013
- Odenore : « *L'envers de la "fraude sociale"* », 2012
- Œuvre collective : « *Politiques de la jeunesse : le grand malentendu* », 2012
- Christophe Ramaux : « *L'État social. Pour sortir du chaos néolibéral* », 2012

Pour plus d'infos : www.mrie.org



14, rue Passet - 69007 Lyon
Tél. 04 37 65 01 93 - Fax 04 37 65 01 94
e.mail : mrie@mrie.org - site : www.mrie.org
Directeur de la publication : Bruno Lachnitt
Création graphique : Nicole Ayed

L'actu de la MRIE

N°34
Avril
2013

Travaux en cours

Accès aux droits des jeunes

Il s'agit d'une étude portant sur l'accès aux droits des jeunes de 16 à 25 ans dans les quartiers Politique de la Ville (Zone Urbaine Sensible et Contrat Urbain de Cohésion Sociale). La MRIE et ses partenaires cherchent à comprendre les mécanismes qui freinent ou impactent sur l'insertion de ce public, par le biais de leurs accès aux droits communs : santé, logement, éducation, formation et culture. L'étude est réalisée sur deux territoires : Grand Roanne Agglomération et l'Agglomération Romano Péageoise, avec la collaboration active de nombreux partenaires institutionnels, associatifs ou autres. Une enquête par questionnaire appuie des observations et une série d'entretiens avec des jeunes en difficulté quand à leur insertion. Ce travail devrait donner lieu à un rapport et une ou des restitution(s) d'ici l'automne 2013.

Contacts : flora.perrier@mrie.org et francis.vernede@mrie.org

« De l'école à la Mission Locale : quel parcours ? »

D'après les chiffres des missions locales, un grand nombre de jeunes, notamment les moins qualifiés mettent plusieurs mois voir années à s'inscrire en Mission Locale après être sortis du système scolaire. Un partenariat réunit la MRIE, le PRAO, l'ARML, le Cereq et l'Odenore, et est soutenu par la Région Rhône-Alpes afin d'étudier ce qui se passe pour ces jeunes entre le moment où ils « décrochent » du système scolaire et celui où ils rejoignent une mission locale.

Contact : laurence.potie@mrie.org

Enfance et pauvreté

Suite à l'étude inter régionale « Vivre la pauvreté quand on est un enfant » réalisée en partenariat avec deux observatoires régionaux (DROS et MIPES) et les Caisses d'Allocations Familiales, la MRIE a poursuivi la veille sur le sujet en 2012 en lien avec divers professionnels. Il a été décidé de s'intéresser plus particulièrement à un aspect peu étudié jusque là : les enjeux de santé. Par ailleurs, une focale a été investie sur les phénomènes « d'extrême pauvreté ». La réflexion issue de ces rencontres a fait l'objet d'une partie spécifique dans le Dossier annuel de la MRIE 2012 (cf. partie 4). Les différents travaux engagés par la MRIE ces dernières années sur cette thématique feront l'objet d'une soirée débat organisée en partenariat avec l'Ecole de Santé Sociale du Sud Est (ESSSE) le jeudi 20 juin 2013 à Valence.

Contact : flora.perrier@mrie.org

Infos MRIE

La MRIE accueille cette année encore plusieurs stagiaires :

- **Gabriel URIBELARREA**, qui a déjà rejoint l'équipe depuis le mois de février et jusque mi-juillet, travaille sur une **étude ethnographique de la place Gabriel Péri** (Lyon 7^{ème}).
- **Arielle LAGNIET**, qui rejoindra l'équipe de mai à septembre, sera associée à deux études : l'une sur **l'accès aux modes d'accueil petite enfance pour les familles monoparentales en situation de précarité** et l'autre sur **l'accès aux droits des jeunes dans les quartiers prioritaires**.
- **Chloé GIRIN**, rejoindra l'équipe en juin et juillet pour mener une **analyse géographique d'un territoire hors agglomération**.

Après une année de congé parental d'éducation en 2012, **Annaïg ABJEAN** a repris ses fonctions de chargée de mission le 1^{er} janvier dernier.

la lettre de la

mrie

Mission Régionale Rhône-Alpes
d'Information sur l'Exclusion

Des mots pour...

... une observation sociale partagée

Le Comité d'orientation de la MRIE qui réunit le Conseil d'Administration et les financeurs a validé le 22 février dernier le **passage à un rythme biennal du Dossier de la MRIE**, plusieurs partenaires ayant exprimé leur besoin de temps pour s'approprier son contenu et le diffuser à ceux qui agissent sur le terrain.

Il va donc s'agir maintenant d'identifier des territoires avec les partenaires concernés, pour construire des restitutions locales de nos travaux.

Il nous appartiendra au fil des ans de veiller à tourner sur la région, à **rejoindre les territoires où les acteurs ont plus besoin de soutien**, de bénéficier de la connaissance et de l'expérience d'autres qui sont confrontés aux mêmes difficultés. Car **c'est un atout pour les différents acteurs que nous puissions** par la position que nous occupons et à travers ce renforcement d'une implication territoriale, **être un lieu de connexion efficace et reconnu**.

Cette orientation renforce la pertinence à l'adhésion depuis un an de collectivités locales ou de CCAS à la MRIE.

Le Comité d'Orientation a aussi manifesté une attente convergente en termes d'appui pour associer les personnes concernées à l'évaluation des politiques publiques de lutte contre l'exclusion. Pour la réduire, il faut en effet comprendre avec les personnes concernées comment se sont mis en place et développés les processus d'exclusion dont elles sont victimes. Mieux que quiconque, elles connaissent les obstacles auxquels elles se heurtent quotidiennement, les difficultés à vaincre, les barrières à franchir. Se passer de leur savoir, c'est se condamner à une moindre efficacité, voire à l'échec. On connaît l'adage attribué à Nelson Mandela : « Tout ce qui est fait pour moi sans moi, est fait contre moi ».

D'où l'importance de créer des espaces de rencontre permettant un diagnostic partagé dont les personnes concernées soient partie prenante.

C'est ainsi que la récente **conférence nationale de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale**, à laquelle la MRIE a contribué, a permis pour la première fois à ce niveau d'associer des personnes concernées aux travaux des différentes commissions préparatoires et à la conférence elle-même. Il faut en tirer les conséquences jusque dans la mise en œuvre de l'observation sociale pour évaluer et orienter les politiques publiques. Car **à ne considérer les pauvres que comme objet de comptage, on oublie qu'ils sont eux-mêmes ressources pour lutter contre l'exclusion**.

Le moment est venu de passer d'une conception des politiques sociales où la défiance, la suspicion et le soupçon qui pesaient sur les pauvres généraient la honte et le non-recours, à des politiques qui promeuvent la citoyenneté de ceux qu'elle vise, qui s'appuient sur leurs ressources, qui soutiennent l'émergence d'une conscience collective de leurs droits.

Yvon CONDAMIN,
Président

Bruno LACHNITT,
Directeur

Sommaire

L'ARTICLE du MOIS

FUMER ET ÊTRE EN SITUATION DE PRÉCARITÉ, AU-DELÀ DES IDÉES REÇUES

p.2

L'ACTU de la MRIE

Le public et ses problèmes
De John DEWEY

Travaux en cours ...
Accès aux droits des jeunes
« De l'école à la Mission Locale : quel parcours ? » ...

Infos MRIE
Bienvenue à nos stagiaires
Et bon retour à Annaïg Abjean

p.4

A la une

ASSOCIER LES PERSONNES EN PRÉCARITÉ : LA MRIE SE LANCE DANS LA FORMATION

Nous proposons une formation-accompagnement « **animer des démarches collectives associant des personnes en situation de précarité** ». Il s'agit de mobiliser les énergies, les connaissances et les outils nécessaires pour accompagner les professionnels qui le souhaitent dans le lancement des démarches collectives de co-construction avec des personnes qui vivent la précarité.

Pour plus d'information, **voir le document de présentation sur le site de la MRIE : www.mrie.org, page d'accueil dans la rubrique « A la une »**

Contacts :
annaig.abjean@mrie.org et
david.rigaldies@club-internet.fr

FUMER ET ÊTRE EN SITUATION DE PRÉCARITÉ, AU-DELÀ DES IDÉES REÇUES

A PARTIR DE L'OUVRAGE « LA CIGARETTE DU PAUVRE, ENQUÊTE AUPRÈS DES FUMEURS EN SITUATION PRÉCAIRE » DE PATRICK PERRETTI-WATEL, SOCIOLOGUE À L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE MÉDICALE

En France, le tabac serait responsable de près de **60 000 décès par an**, et ce malgré les quatre décennies de lutte conduite par les pouvoirs publics. Les mesures prises à l'encontre de la consommation de cigarettes ont un effet que certains considèrent modeste vis-à-vis de la population générale. Cependant, force est de constater que **l'impact des campagnes antitabac est socialement différencié**. Ainsi, **les populations les plus précarisées sont celles qui continuent de fumer le plus, à l'inverse des milieux plus aisés, pour lesquels la lutte contre le tabagisme semble avoir reçu un meilleur écho**. Partant de ces faits, Patrick Peretti-Watel, sociologue à l'INSERM questionne ce phénomène :

« **Comment expliquer cette persistance du tabagisme en bas de l'échelle sociale ? Alors même que les cigarettes coûtent de plus en plus cher, pourquoi les plus démunis ne renoncent-ils pas à fumer ?** »

Pour apporter des éléments de réponse à ces interrogations, l'auteur utilise un nombre important d'études statistiques, qu'il met au regard d'entretiens approfondis réalisés avec des fumeurs en situation précaire.

ENTRE RICHES ET PAUVRES, LE FOSSÉ SE CREUSE

À partir de données notamment issues des *Baromètres Santé*, Patrick Peretti-Watel pointe statistiquement le fait que la différenciation sociale face au tabagisme évolue. Ainsi, si **la consommation de tabac est identique pour les ouvriers entre 2000 et 2010, elle recule de près de 14 % chez les cadres. Sur la même période, une augmentation de 25 % est constatée parmi les chômeurs**. Au-delà de la qualité de l'emploi et du fait même d'avoir un travail, l'auteur pointe d'autres facteurs qui sont eux associés à l'expérience tabagique (le fait d'essayer de fumer) et au maintien de la consommation : un faible niveau scolaire et un revenu par unité de consommation bas ont un impact sur le rapport au tabac. Ce sont donc les personnes en « *situation sociale défavorisée* » qui se maintiennent le plus dans leur statut de fumeur. Statut qui s'accompagne évidemment de dépenses liées à cette pratique, avec des conséquences lourdes sur les budgets : la part du budget allouée à l'achat de cigarettes représente 2 % pour les fumeurs les plus riches², contre 31 % pour les fumeurs les plus pauvres, en 2005.

¹ L'Institut National de Prévention et d'Éducation à la Santé conduit depuis 1992 de vastes enquêtes sur les comportements, les attitudes, les connaissances et les opinions des Français en matière de santé et de nutrition, enquêtes réunies dans la publication annuelle *Baromètre Santé*.

² Peretti-Watel classe les fumeurs en dix déciles ascendants : « le 1er repère les fumeurs appartenant aux 10 % des ménages qui ont le revenu par unité de consommation le plus faible (les 10 % de fumeurs « les plus pauvres »), le second repère les 10 % suivant, et ainsi de suite jusqu'au dernier décile, qui correspond aux fumeurs appartenant aux 10 % de ménage dont le revenu par unité de consommation est le plus élevé (les 10 % les plus riches). »

Et cette notable augmentation du budget alloué au tabac arrive alors même que ces « *fumeurs pauvres* » fument moins : sur la période 2000 à 2005, ils sont passés d'un paquet quotidien à un peu moins de 15 cigarettes, en lien direct avec la hausse des prix, politique de santé publique qui n'a donc pas pour seule conséquence de jouer sur les niveaux de consommation de tabac. Malgré cela, la part du budget consacré au tabac a augmenté de 6 points.

LA CIGARETTE, COMPAGNE DE VIE DES PRÉCAIRES

Dans cette partie de l'ouvrage, l'expérience du chômage est analysée au regard de la consommation de tabac. Il apparaît clairement qu'elle multiplie les probabilités de développer une dépendance à la nicotine, en ayant également parfois des consommations marquées avec l'alcool et des troubles alimentaires. Ici, le travail d'entretien a permis au sociologue de mettre des mots sur la relation existant entre chômeurs, travailleurs précaires et tabac. **Les personnes rencontrées dans le cadre de cette enquête expliquent que la cigarette répond à des besoins divers et variés, la plupart du temps essentiels à leurs yeux : gestion du stress, valeur occupationnelle, vivre un « moment de répit », etc.**

« **Moi, j'aime bien le tabac [...] quand je suis énervée, quand j'ai des soucis ou une mauvaise nouvelle ou quoi... ça me détend.** »
Liliane, 56 ans, au chômage

« **Ben si on calcule par an oui c'est sûr que ça fait beaucoup [...] mais bon on n'a que ça pour se détendre alors...** »
Joseph, 50 ans, au chômage

« **Si j'avais de quoi occuper mes journées je fumerais moins [...] quand je travaille, je fume qu'à la pause. Alors que là, à la maison café-cigarette, café cigarette...** »
Leïla, 26 ans, au chômage

À la lecture des extraits d'entretiens et des analyses proposées par le sociologue, on note un rapport au temps particulier – déjà constaté chez les classes populaires par l'ethnographie³ et la statistique – qu'il est possible de connecter avec la persistance du tabagisme chez les personnes en situation de précarité. Cette vie au jour le jour permet de relativiser les possibles effets néfastes du tabac et empêche des projections longues dans le temps, plus généralement synonymes d'arrêt. Cependant, l'auteur précise que « **l'ancrage dans le présent [...] serait le résultat d'une intériorisation lucide des conditions de vie objectives** ». Autrement dit, une sorte de résignation quant aux perspectives à venir, ce qui permet de dégager une forme de rationalité dans la pratique tabagique des plus pauvres. Cette rationalité s'accompagne d'une vision pessimiste de l'avenir et de sa santé, vision qui freine également l'arrêt du tabac.

LA PRÉCARITÉ, UNE NOTION COMPLEXE

Si la pauvreté peut se mesurer à l'aide d'indicateurs chiffrés et se penser par seuil, il n'en va pas de même de la précarité, notion d'autant plus complexe qu'elle est fondamentalement relative. Il s'agit de penser la précarité comme un état, marqué par l'instabilité : elle peut donc être économique, affective, relationnelle, etc. Peretti-Watel propose de la comparer en ces termes avec la pauvreté : « **la pauvreté c'est subsister avec peu, tandis que la précarité c'est ne pas savoir si l'on pourra continuer à subsister avec ce peu, ou ne pas savoir si l'on pourra conserver encore longtemps ce peu : on peut être précaire sans être pauvre, et vice-versa** ».

³ Lewis O., 1969, "On understanding poverty : perspectives from the social sciences", New York, Basic Books.

TABAGISME, DÉVIANCE ET « CARRIÈRE MORALE » DES FUMEURS

Si les plus aisés sont ceux qui réagissent le plus promptement face aux campagnes antitabac, ce n'est pas parce qu'ils sont les seuls à y prêter attention. La réception des messages de prévention par les moins diplômés notamment est le reflet de « **la distance à l'égard des valeurs dominantes** » :

« **Ils abusent sur les prix des cigarettes [...] ça arrange bien l'État, "Fumer tue" sur les paquets, ils sont bien gentils de nous faire la morale, mais c'est quand même eux qui nous les vendent.** »
Camille, 60 ans, au chômage

Aujourd'hui, le tabagisme est considéré – par les pouvoirs publics notamment – comme une déviance qui va à l'encontre de l'idée même de santé. Les fumeurs sont donc stigmatisés, ce qui peut les amener à développer des discours permettant de justifier leur consommation de tabac. Ils remettent parfois en cause la véracité des propos portés par les médias et même les laboratoires, argument tendanciellement plus utilisé par les fumeurs les plus précaires, qui sont également ceux qui considèrent que leurs consommations les placent en deçà du seuil de risque.

POUR CONCLURE :

Les personnes qui vivent la précarité ne sont pas sourdes aux messages de prévention, notamment vis-à-vis du tabac. Cependant, ils persistent dans des pratiques que l'on peut considérer comme coûteuses et préjudiciables à la santé. **Le travail conduit par Patrick Peretti-Watel permet de prendre conscience de la distance qui sépare ce public particulier des arguments de la lutte antitabac. In fine, réduire les inégalités de santé passerait donc également par la réduction de la distance existant entre les publics précarisés et les professionnels de ce champ.**

La cigarette du pauvre, enquête auprès des fumeurs en situation précaire, de Patrick Peretti-Watel, sociologue à l'INSERM, ouvrage paru en 2012 aux Presses de l'École des Hautes Études en Santé Publique.

Contact : Francis VERNÉDE,
Chargé de mission - Sociologue
francis.vernede@mrie.org